

"POANGAL 1983"

Entrevista



"Le rœu de

Fundação Cuidar do Futuro

22, 23 / 4 183

MARIA DE LOURDES PINTASILGO

Ambassadeur du Portugal

auprès de l'Unesco



Fundação Cuidar o Futuro

PORTUGAL

Otelo, le bureaucrate aux œillets

Il n'a presque pas changé, du moins en apparence. Le poil plus blanc sur les tempes, mais la crinière toujours aussi drue, une allure juvénile, et cet air de gaieté, de santé, d'équilibre et de disponibilité qui force la sympathie. A quarante-six ans, Otelo de Carvalho a gardé le sourire et le charme du jeune major, campé comme un coq sur ses jambes trapues, et qui déclarait avec une simplicité désarmante : « C'est moi qui ai tout fait... »

De notre envoyé spécial

C'était à Queluz, en mai 1974, quelques jours seulement après le coup d'éclat du 25 avril. Une révolution ? Si l'on veut, mais sans violences, et sans coups de feu. Plutôt un coup d'épaule de jeunes officiers, et tout ébahis de la facilité de leur entreprise, dans la façade vermoulue des héritiers de Salazar. Caetano prenait le chemin de l'exil d'un air penaud. Les soldats avaient la fleur au fusil. Lisbonne n'en finissait pas de répéter le mot « liberté ». A Queluz, devant le palais rose et rococo, Otelo, l'œil allumé et ironique, paradait devant le front des troupes qui saluaient l'intronisation du général de Spínola. « C'est moi qui ai tout fait... »

Fanfaronade ? Mais non. Le major Otelo de Carvalho, malgré ses airs de collégien ravi de sa bonne farce, était bien le stratège du 25 avril, l'homme chargé par les « capitaines » d'organiser, au plan opérationnel, un coup d'Etat pas comme les autres et qui a radicalement modifié l'histoire du Portugal. Au premier rang donc de l'action, membre du triumvirat clandestin élu par les militaires comploteurs, mais pas « tout seul », bien sûr, comme il semblait, avec une vanité naïve, le

laisser entendre ce jour de mai à Queluz. Des centaines d'autres officiers étaient « dans le coup », et c'est Melo Antunes, le « politicien », qui avait préparé le programme du Mouvement des forces armées.

Neuf ans après, Otelo évoque avec ravissement et une certaine nostalgie cette « exceptionnelle journée du 25 avril ». Et c'est dans la fêlure de la voix, dans le voile du regard, dans la recherche du mot juste pour commenter les erreurs ou les occasions manquées, que l'on prend soudainement la mesure d'un certain renoncement. Car Otelo, qui a été à deux doigts du pouvoir, est devenu un bureaucrate en manches de lustrine. L'homme fort de l'été 1975 est occupé à un obscur travail administratif dans une caserne de l'état-major. De 8 à 12, et de 14 à 17 heures. Puis il regagne son modeste H.L.M., dans une lointaine banlieue de Lisbonne, un F 4 qu'il n'a jamais quitté, ni avant ni après le 25 avril. Otelo, plus qu'aucun autre des « capitaines » d'avril, est le symbole de l'étonnante trajectoire d'une armée qui a renversé une dictature pour démocratiser la métropole et rendre leurs libertés aux territoires d'outre-mer, une armée qui aurait pu aisément s'emparer de la totalité du pouvoir face au vide politique, mais qui a elle-même éclaté en multiples « fractions » rivales participant à la querelle furieuse de l'été 1975, une armée qui a finalement réintégré ses casernes sans trop de murmures, sinon sans rancœur.

« Mes prétendues horreurs... »

Fêté comme un héros, porté au pinacle, investi de pouvoirs presque discrétionnaires, rêvant de donner « tout le pouvoir au peuple », compromis dans des alliances avec l'extrême gauche révolutionnaire, dénoncé comme un « trublion » par les conservateurs, comme un « irresponsable » par les modérés, arrêté, poursuivi en justice, puis libéré et amnistié : voici Otelo au bout de cet étrange



Dessin de Violette LE QUÉRÉ

labyrinthe, un peu étonné, pas trop essoufflé, toujours content de lui, idéaliste, généreux, enthousiaste, et, tout compte fait, pas tellement mécontent de son sort, à quelques nuances près.

Cette amnistie, par exemple, qui le chiffonne. Elle a été proclamée en 1979 par le général Eanes, le chef de l'Etat, son ancien « compagnon » des réunions clandestines de Lisbonne, et il en a bénéficié. Il reste donc un « coupable présumé », alors qu'il s'estime plutôt victime. « J'aurais préféré être jugé, dit-il, pour ces prétendus horreurs que j'aurais couvertes en novembre 1975. J'ai la conscience tranquille. » Puis, de 1979 à 1982, il a attendu avec impatience sa réintégration dans les forces armées. Major, c'est-à-dire commandant en 1974, « général » en 1975 lorsqu'il dirigeait le fameux Copcon, fer de lance du M.F.A., il a été promu lieutenant-colonel en mai 1982. Une réparation ? Pas tout à fait. Il observe : « J'ai peu de regrets quand j'ai les dans le rabieau des promotions. Trente-quatre camarades plus jeunes que moi m'ont devancé. Et j'ai introduit un recours auprès du tribunal militaire suprême. »

Il dit cela sans véritable amertume. Une petite ombre qu'il chasse d'un grand rire. Mais ce souci pointilleux qu'il manifeste pour le calcul de ses « points de retraite » montre bien que la grande aventure est derrière lui. En revanche, il a gardé intact ce goût de plaire, de séduire, d'être le « bien-aimé ». Il l'avoue même avec cette ingénuité qu'on pourrait, chez d'autres, trouver provocante. « Déjà au collège, puis à l'académie militaire, mes camarades me disaient toujours : « Otelo, c'est toi qu'on aime le plus. »

Il y a chez lui quelque chose du comédien à succès qui a quitté les planches mais continue d'observer, dans la rue, les signes de sa popularité. Il lui plaît d'être reconnu, salué, interpellé. « Parfois, on me dit : « Otelo, il faut faire un autre 25 avril... » « Je réponde bien sûr que ce n'est pas possible. » Il précise avec fierté que les deux éditions de son livre *Alvorada de abril* (« L'Aube d'avril ») ont été épuisées en deux semaines. Une chaîne de télévision ouest-allemande l'a appelé de Berlin pour lui demander s'il accepterait de « jouer son propre personnage dans un film ». Il cite un sociologue qui estime, dit-il, « que quelque chose pourrait changer en U.R.S.S. s'il y avait un Otelo de Carvalho dans l'Armée rouge... En fait la guerre coloniale en Afrique aurait pu durer longtemps. Elle ne coûtait pas tellement cher, car les adversaires étaient presque à égalité dans la faiblesse des moyens. C'était une sale guerre, mais une guerre de pauvres. Ce sont les décrets de Caetano, en juillet 1973, qui ont mis le feu aux poudres. Il s'agissait pour le gouvernement de transformer les sous-lieutenants, frais émoulus des universités, en officiers de carrière afin de renforcer les cadres de l'armée. Le mouvement a été déclenché par une simple réduction corporatiste, une protestation des jeunes officiers de carrière qui n'acceptaient pas cette décision. La politisation est venue

après à l'occasion de réunions clandestines en Guinée, puis à Lisbonne. La première direction de la première commission de coordination était composée de Vitor Alves, de Vasco Lourenço et de moi-même... »

Savoir se retirer

Aujourd'hui, Vitor Alves appartient au groupe des « conseillers » du général Eanes, à Belem, et le commandant Vasco Lourenço, responsable de toute la région militaire de Lisbonne en 1975 et en 1976, a quitté le Conseil de la révolution (dissous après la révision constitutionnelle adoptée en 1982) avec le même grade, mais il anime la toute nouvelle association du 25 avril, qui regroupe quelque mille quatre cents officiers ayant directement ou indirectement participé à la révolution de 1974. Dont Otelo de Carvalho, simple « membre actif » aux côtés d'autres membres, comme le général Eanes.

L'association ? Pour lui, c'est sans doute « un groupe de pression », le contrepoint « aux organisations militaires de droite qui existaient déjà », enfin l'espoir que « quelque chose de l'esprit d'avril va se perpétuer ». Maintenant que les militaires ont dû renoncer aux prérogatives et aux pouvoirs qu'ils détenaient par le biais du Conseil de la révolution, c'est comme si les querelles qui ont marqué durement le M.F.A. de 1975 partagé entre « gauchistes », « procommunistes », « modérés » et « légalistes » s'estompèrent définitivement. Une nouvelle solidarité militaire se reconstitue face aux « politiciens », qui se déchirent en « querelles byzantines » et n'ont pas su gérer le « capital de confiance et d'enthousiasme » suscité par les « capitaines ». Les « militaires d'avril », à l'instar d'Otelo, jugent maintenant que « Mario Soares a trahi », et ils ne sont pas moins sévères que le général Eanes à l'égard de la « politique politicienne ».

Le lieutenant-colonel Otelo, qui a tiré un trait sur son arrestation

le 20 janvier 1976 et ses soixante-quatre jours de prison, rappelle avec force que « Ramalho Eanes a bien participé aux réunions clandestines des jeunes officiers » et il fait l'éloge de Melo Antunes. « C'est lui qui a été constamment préoccupé par la nécessité de résister à la tentation naturelle du pouvoir et de préserver l'esprit démocratique de la révolution. D'où son action pendant l'été 1975 et son rôle décisif au sein du groupe des neuf qui ont barré la route à la radicalisation. »

« Le M.F.A. a donné, dit-il, un exemple rare au monde. Celui d'une armée qui a renversé un régime et qui a su se retirer. »

Les trois « d »

Il dresse le bilan de ce qu'il appelle les trois « d », les trois objectifs de la révolution : « La démocratisation, la décolonisation, le développement. » La décolonisation ? Elle s'est faite, « mal ou bien, mais elle s'est faite ». Né au Mozambique, Otelo retourne chaque année dans sa terre natale, s'arrête en Angola, « où la situation est très grave ». Le développement ? Il est encore à l'horizon. La démocratisation ? « C'est une réalité, la grande justification du 25 avril, notre fierté. La démocratie est possible, bien que les partis politiques soient devenus de simples clubs, sans vraie participation populaire. » Il ajoute : « Cela ne suffit pas. Le plus dur, et c'est ce que nous voulions, c'est de transformer les mentalités après cinquante années d'obscurantisme. Transformer la société... »

Voilà décidément un langage que l'on entend beaucoup ces jours-ci à Lisbonne dans l'entourage du général Eanes, où l'on dénonce sèchement le régime des partis. Otelo a toujours été un personnage à part dans le panthéon d'avril. Mais, d'une certaine manière, le lieutenant-colonel employé aux écritures vient de rejoindre ses camarades de la clandestinité.

MARCEL NIEDERGAANG.

Une femme médecin pour soigner Palerme

Pour la première fois, une femme vient d'être élue maire d'une grande ville italienne. Cela ne serait pas de bien grande conséquence s'il ne s'agissait de « Palerme, la pourrie », capitale de la nouvelle Mafia. Pour le médecin qui la prend en main, le cas n'est pourtant pas désespéré.

De notre correspondant

Palerme. — Une « femme de fer » se dissimule-t-elle derrière la sérénité tranquille du nouveau maire démocrate-chrétien de Palerme, M^{me} Elda Pucci ? Il lui faudra, en tout cas, et elle le sait, autant d'habileté que de fermeté pour administrer l'une des villes les plus difficiles à gérer d'Italie, aux problèmes sociaux immenses et surtout pervertie par une criminalité qui en fait une sorte de Chicago des années 30.

Dans son imposant bureau, M^{me} Pucci ne paraît ni surprise ni inquiète d'être la première femme en Italie maire d'une grande ville. « C'est la preuve qu'en Sicile on est capable d'innovation, ce qu'infirment certaines idées préconçues. Etre maire, pour une femme, me paraît une chose naturelle : une femme doit pouvoir mener n'importe quelle activité à quelque niveau que ce soit, et c'est la faute des femmes et non des hommes si elles se tiennent trop souvent à l'écart de la politique. »

La réponse un peu formelle d'une femme « émancipée » est immédiatement nuancée : « Etant médecin, je suis constamment en proie au doute et à la peur de me

tromper en décidant de la vie des autres. Je pense que, pour administrer une ville, il faut conserver ce sens des responsabilités. »

Derrière de larges lunettes, des yeux clairs, attentifs ou traduisant une ironie que confirme le sourire, témoignent d'un ferme contrôle de soi. Pédiatre, chef du département des prématurés de l'hôpital des enfants de Palerme, M^{me} Pucci fut l'une des premières femmes diplômées de la faculté de médecine de la capitale sicilienne.

A cinquante-cinq ans — un âge qu'elle ne dissimule en rien, — c'est sans doute la pédiatre la plus courue de Palerme, bien qu'elle s'enorgueillisse plutôt d'être le « médecin des pauvres ». Sa carrière, M^{me} Pucci l'a conduite d'un pas ferme, non sans rencontrer des obstacles pour conquérir son indépendance et sa réputation dans une ville où les rumeurs vont vite et sont féroces.

Catholique, mais moins pratiquante qu'elle ne le souhaiterait « faute de temps », M^{me} Pucci n'épouse guère les thèses féministes : elle est contre le divorce et l'avortement. A ses yeux, la marginalisation des femmes est moins profonde que celle, de nature sociale, qui frappe les plus démunis des deux sexes : « Sans doute à celle-ci s'ajoute le poids biologique de la condition féminine », précise-t-elle.

M^{me} Pucci s'est engagée jeune dans la politique : au milieu des années 50. Alors, elle avait été attirée par les républicains que dirigeait Paolo d'Autoni, comme elle originaire de Trapani, et futur élu sur les listes du P.C.I. Passée à la démocratie chrétienne, elle resta toujours fidèle au « courant » de M. Fanfani, actuel président du conseil, et à ses changeantes fortunes.

« Je n'ai commencé qu'il y a quelques années à faire activement de la politique, dit M^{me} Pucci. C'est un peu par remords d'avoir attendu si longtemps que j'ai accepté la charge qui m'a été confiée. » Son « diagnostic » sur Palerme ? « Une ville malade, gravement malade, mais qui ne manque pas de ressources. » Son programme ? « Les problèmes les plus importants sont sociaux : le chômage, qui a perverti toute la société, le logement et la santé. Ensuite, la survie du centre historique, l'un des plus importants d'Europe. Enfin, la Mafia, qui contraint les citoyens honnêtes à vivre avec une criminalité qui, chaque jour, démontre une plus grande cruauté. »

Douze meurtres en deux jours

Certes, les problèmes sociaux d'une ville où les maladies infantiles sont presque au niveau du tiers-monde et où il n'est pas rare qu'on conduise à l'hôpital des bébés mordus par des rats ne peuvent que préoccuper un maire pédiatre. Comment se fait-il que la Mafia ne soit pas, à ses yeux, le problème majeur ? En deux jours, la semaine qui précéda son élection, on ne compta pas moins de douze assassinats, en plein jour, dans Palerme et sa périphérie. Dans le quartier de Braccaccio, à la ceinture de la ville, à 20 heures, c'est le couvre-feu. « Sur 30 mètres, là, entre ces maisons, racontent les habitants, on a tué dix-huit personnes depuis le début de l'année. »

« En tant que maire, dit M^{me} Pucci, je pense qu'il y a d'autres priorités pour Palerme, simplement parce que la Mafia ne peut être combattue qu'au niveau national. Elle existe en Sicile, certes, mais on a vu, il y a quel-

ques mois, qu'elle a également ses ramifications dans le Nord, à Milan, par exemple. Il faut des moyens exceptionnels. Le maire n'est ni un magistrat ni le chef de la police. La Mafia étant cependant par excellence l'élément corrompateur des institutions, le seul pouvoir que me donne ma fonction est de maintenir l'honnêteté dans l'administration, notamment par un strict contrôle des appels d'offres. Je me battra pour le respect de la loi. »

La nouvelle Mafia

En fait, la Mafia des « padrini » (parrains), la Mafia conservatrice traditionnelle, n'existe plus. Une criminalité à grande échelle, régnant par la terreur, a pris le relais. Les milliards que procure le trafic de la drogue sont « recyclés » dans des affaires apparemment « propres », notamment dans le secteur de la



Dessin de CHOMEL

construction, par le jeu des appels d'offres. Rares sont ceux qui résistent à cette corruption. Quelques jours avant l'élection de M^{me} Pucci, neuf personnes « insoupçonnables » étaient arrêtées pour des appels d'offres truqués, dont le propre frère du maire sortant, M. Martellucci. D'où le constat amer du juge d'instruction, M. Chinnici, devant les membres d'une mission du Conseil supérieur de la magistrature : « Il ne faut pas se faire d'illusions : Palerme est dominée par la Mafia et la Sicile fonctionne grâce à l'économie de la Mafia. »

« Ce n'est pas par la répression qu'on vient à bout de la Mafia, constate M^{me} Pucci. Aussi, un autre devoir du maire consiste-t-il à essayer, par la parole, par un message de nature morale, de rompre le contexte social et culturel qui la favorise. » Les femmes, comme certains prêtres

de Palerme l'avaient proclamé en chaire avant la visite du pape en Sicile, l'été dernier, ont-elles un rôle particulier à jouer ? « Je ne pense pas. Leur rôle est celui de n'importe quel Sicilien. »

Femme de fer ? « Dure ? Non, je ne crois pas l'être, répond M^{me} Pucci dans un sourire. Intransigente, oui, et, ajouterai-je, cherchant à être efficace. » M^{me} Pucci devra peut-être, et avant tout, faire preuve de ces deux qualités au sein de son propre parti.

En la nommant maire de Palerme, la démocratie chrétienne a accompli un « coup de maître », reconnaissent les communistes. Plus qu'ailleurs peut-être en Sicile, la D.C. souffre d'un « problème d'image », nombre de ses membres ayant noué des amitiés compliques avec des personnages compromis dans les affaires les plus louches. De ce point de vue, M^{me} Pucci, issue de la bonne bourgeoisie palermitaine, est assurément irréprochable.

Pour la D.C., le choix du nouveau maire fait partie de cette « politique de renouveau » que cherche à promouvoir la direction nationale. Il ne s'est pas fait sans tiraillements au niveau local. L'élection, qui devait avoir lieu à l'unanimité, n'a été obtenue qu'à la majorité relative. Dix-sept « francs-tireurs » n'ont pas voté en sa faveur au conseil municipal : M^{me} Pucci ne doit pas s'imaginer avoir carte blanche. Trop fine pour ne pas savoir qu'elle dérange, elle n'est pas portée au compromis. Il reste à savoir si son intransigence ne sera pas prise en défaut par des manœuvres que seule la longue pratique administrative qui lui manque permettrait de déjouer.

PHILIPPE PONS.

Suisse

LA FERMETURE DU BUREAU DE NOVOSTI A BERNE

Les autorités accusent l'agence soviétique d'avoir été une véritable centrale de subversion et de déstabilisation

De notre correspondante

Genève. - Le Conseil fédéral a ordonné, vendredi 29 avril, la fermeture des bureaux de l'agence de presse soviétique Novosti à Berne, et le directeur de l'agence, M. Alexei Dumov, a été prié de quitter le territoire helvétique dans les dix jours (le Monde du 30 avril). Jusqu'à nouvel ordre, aucune autorisation de séjour à Berne ne sera accordée à des collaborateurs de Novosti.

Si l'émotion soulevée par cette décision est particulièrement grande, c'est qu'il ne s'agit pas d'une de ces banales affaires d'espionnage auxquelles l'opinion helvétique est habituée, mais d'une manipulation systématique de l'opinion, et notamment de la jeunesse. Par le truchement de deux collaborateurs de nationalité helvétique, MM. Martin Schwander et Philippe Sillmann, membres du parti du travail (communiste), Novosti organisait des manifestations contestataires, ainsi que des démonstrations pacifiques. C'est cette agence qui a rédigé en grande partie le texte de l'« Appel suisse en faveur de la paix et contre la mort atomique », et a coordonné la collecte des signa-

tures en faveur de cet appel. En outre, Novosti soutenait activement les objecteurs de conscience - lesquels ne jouissent guère d'une telle compréhension en U.R.S.S., - ce qui ne l'empêchait pas d'organiser des exercices para-militaires pour former des manifestants et encourager les jeunes à se livrer à des actions violentes.

Berne accuse Novosti d'avoir propagé des informations délibérément fausses, mais aussi d'avoir été un véritable centre de subversion et de déstabilisation, qui a réussi à « noyauter » les mouvements pacifistes suisses.

Le bureau genevois de Novosti, domicilié au Palais des nations, n'a pas été touché par les mesures prises par Berne.

I. V.

Le chargé d'affaires libyen en Suisse, M. Mohammed Abdelmakek, impliqué dans une affaire d'espionnage, et soupçonné, en outre, d'avoir fourni des armes à deux terroristes suisses, Claudia Bislin et Jurg Wehren, quittera le pays dans les deux prochains jours, a-t-on appris vendredi 29 avril au département fédéral des affaires étrangères de Berne. - (A.F.P.)

Grèce

M. Papandréou se félicite de la reconduction de l'aide militaire américaine décidée à Washington par le Sénat

Athènes (A.F.P.). - La commission des affaires étrangères du Sénat américain ayant décidé, jeudi 28 avril, de maintenir pour 1984 l'aide militaire des États-Unis à la Grèce dans le même rapport que précédemment à l'égard de la Turquie (soit de 7 pour Athènes à 10 pour Ankara), M. Andreas Papandréou a exprimé, vendredi, à l'occasion du conseil des ministres, sa satisfaction devant cette « décision positive ». Le chef du gouvernement hellénique se félicite tout particulièrement de constater que cette aide - 500 millions de dollars - est accordée « sans signature préalable d'un accord sur l'avenir des bases américaines de Grèce, comme l'avait demandé le président Reagan ».

C'est notamment une déclaration sur cette aide (ainsi que sur la question de Chypre) faite par le secrétaire d'Etat adjoint américain pour les affaires européennes, M. Richard Burt, qui

avait provoqué, au début de la semaine, l'annulation de la visite de ce dernier à Athènes, où il aurait dû rencontrer M. Papandréou (le Monde du 27 avril).

Le premier ministre grec a, par ailleurs, annoncé vendredi qu'il adresserait dans les prochains jours une lettre aux dirigeants des pays balkaniques pour lancer le processus devant conduire à la dénucléarisation des Balkans. M. Papandréou demandera aux dirigeants de Yougoslavie, de Roumanie et de Bulgarie de se mettre d'accord pour une première réunion d'experts, et une seconde de secrétaires d'Etat, pour discuter du problème.

Le chef du gouvernement d'Athènes a, en outre, demandé aux pays riverains de la Méditerranée de se joindre au combat de la Grèce « pour une Méditerranée sans flottes étrangères, sans armes nucléaires, et appartenant à ses peuples ».

Italie

Le président de la République a ouvert ses consultations pour la succession de M. Fanfani

Rome. - A l'issue d'un conseil des ministres extraordinaire, le gouvernement de M. Amintore Fanfani a donné sa démission dans la soirée du 29 avril. Le président de la République a accepté cette décision « avec réserve » et commencé ses consultations dès la matinée du 30 avril.

La crise était attendue depuis une semaine à la suite du retrait des socialistes de la coalition gouvernementale. Il est acquis que M. Pertini décidera la dissolution des Chambres. Les élections anticipées auraient lieu le 26 juin, en même temps que les élections mu-

nicipales et régionales partielles déjà fixées à ce jour, pour huit millions d'électeurs.

Quarante-troisième gouvernement depuis la guerre, le cabinet Fanfani avait obtenu la confiance le 16 décembre 1982. En cent cinquante jours, il a difficilement fait voter la loi de finances. La crise a été provoquée par l'opposition entre les démocrates-chrétiens et les socialistes, les premiers préconisant la rigueur face à une inflation de 16 %, les seconds voulant y lier une politique d'expansion. - (A.F.P.)

A travers le monde

Libye

LA DÉTENTION DE TROIS FRANÇAIS. - Les trois Français détenus en Libye depuis la mi-janvier sont accusés de « vol, escroquerie et manque d'honnêteté dans leur travail », vient d'indiquer l'agence de presse libyenne Jana. L'Union d'entreprises de construction (UDEG), qui emploie les trois hommes - MM. Christian Dionisi, Jean-Luc Bachmann et Jean Pichon - a indiqué vendredi 29 avril qu'il s'agissait là, à sa connaissance, de la première accusation publique portée à leur encontre, ajoutant : « Nous ne pouvons qu'attendre d'être plus amplement informés sur les faits précis qui sont reprochés à nos employés. » - (A.F.P.)

Rwanda

DÉMENTI. - Les autorités ont démenti, vendredi 29 avril, que « plusieurs dizaines » de jeunes filles aient été « emprisonnées, violées, battues et humiliées » depuis deux mois pour avoir fréquenté des Blancs (le Monde du 29 avril). On confirme cependant, de source officielle, que des rafles ont été effectuées depuis février à Kigali, afin de réduire la délinquance, le vagabondage, la prostitution et la drogue. Les « déviants » ont été conduits dans des centres de rééducation. Mais on dément, de même source, « tout racisme qui consisterait à traquer les jeunes filles amies des Blancs ou à arrêter les membres d'une seule ethnie ».

Les deux 1er mai de Varsovie

(Suite de la première page.)

Défaite pour le coup comme organisation syndicale de dix millions de membres le 13 décembre 1981, Solidarité est aujourd'hui la bannière commune, dont l'incarnation demeure M. Walesa, de tous ceux - l'écrasante majorité de la population - qui, tout simplement, désapprouvent le coup d'arrêt donné par la violence à l'évolution démocratique amorcée en août 1980 et refusent tout crédit à l'équipe qui en est responsable. Sous cette bannière se retrouvent des courants d'opinion différents, des personnes d'histoire et de tempérament très divers ; des hommes qui observent un silence réprobateur, d'autres qui ne se taisent pas, d'autres encore qui agissent.

Avant le coup d'Etat, si puissant qu'il fut, le syndicat ne pouvait, et donc ne voulait pas renverser le régime. Depuis le coup d'Etat, si fort qu'il soit, le régime ne peut pas changer de peuple. A défaut de s'amender, il doit - et ne s'en prive d'ailleurs pas - se faire craindre, mais aussi tenter de se faire accepter. Concrètement, cela signifie qu'il doit briser le noyau actif de cette communauté nationale d'aspirations qu'est Solidarité, mais sans instaurer une véritable terreur. Un retour aux pires années du stalinisme pousserait en effet dans une opposition totale cette Eglise avec laquelle le pouvoir peut arriver à un minimum d'accord assurant une paix sociale. De même, la terreur interdirait toute perspective de ralliement, fût-ce d'une partie d'une population à laquelle on jura que certes, « il n'y aura pas de retour à la période d'avant le 13 décembre », il n'y en aurait pas non plus à celle précédant « août 1980 ».

Un régime tout-puissant et bridé

De cette situation de puissance à la fois totale et bridée du régime, est né un surréalisme à nul autre pareil. Un exemple, le plus fameux : aussitôt après les funérailles du cardinal Wyszynski, organisées sur cette place de la Victoire où avait été célébrée la messe papale en juin 1979, une immense croix de fleurs est composée à même le sol par des fidèles. Jusqu'au coup d'Etat, elle n'est qu'un lieu de dévotion. Elle devient le rendez-vous des manifestations contre l'état de guerre. Détruire la croix ? Ce serait un sacrilège à l'égard de la mémoire du cardinal, et l'Eglise n'apprécierait pas. Disperser les « manifestants » en prières, des vieilles gens, des familles entières avec bambins dans les bras qui implorent « seulement » Dieu de rendre sa liberté à la Pologne ? Ce serait possible, mais délicat.

Alors ? On a seulement cerné de palissades la plus grande place de la capitale, transformée en terrain vague, et creusée à qui mieux mieux pour « réparer le chauffage central ». Résultat ? La croix s'est dédoublée, émigrant dans deux des églises les plus courues de Varsovie sur l'avenue Krakowskie Przedmiescie, l'une des plus passantes de la ville. Sous un doux soleil printanier, grand-mères et jeunes couples tendrement enlacés ralentissent aujourd'hui leurs pas pour prier et chanter - pas innocemment du tout - devant des croix qu'enchaînent, en fleurs toujours, le V de la victoire et des ancres, symbole d'espoir. Sauf lorsque quelques milliers de personnes s'y rendent en cortège, à la sortie d'une messe, la police n'intervient que très rarement.

Ce n'est pas ici que se trouve sa cible première, ce noyau actif que compose une innombrable addition de petits groupes de réseaux et de coordination, qui ne sont clandestins qu'à des degrés variables, et surtout très relatifs. Le sont véritablement les directions régionales, là où des militants « dirigent » effectivement, c'est-

à-dire centralisent et rediffusent l'information. L'est aussi, et plus encore, la commission provisoire de coordination nationale, la T.K.K., constituée quatre mois après le début de l'état de guerre, et dont M. Walesa a pu confier - après l'avoir secrètement rencontrée en suivant les instructions minutieuses qu'elle lui avait données - que son organisation l'avait « impressionné ».

La « double vie »

Pour le reste, la « clandestinité », ce sont tout simplement des femmes et des hommes ayant un lieu de travail et un domicile fixes, mais qui occasionnellement, quelques heures par semaine ou bien encore quotidiennement, ont choisi une activité secrète. Cette « double vie » est très risquée et prenante pour ceux qui cachent un proselitisme ou s'occupent de l'impression de tracts et de bulletins, pour ceux qui, avant redistribution, les diffusent par gros paquets ou pour ceux qui collectent les cotisations dans les entreprises. Elle l'est beaucoup moins pour ceux qui n'auront plus que quelques exemplaires d'un tract à faire circuler, ou se chargent presque ouvertement de coordonner l'entraide en faveur d'un collègue licencié ou de la famille d'un détenu. Elle ne l'est presque plus pour ceux qui reçoivent un seul bulletin, le repassent (ou non) à un ami, ou simplement payent leur cotisation.

Là s'arrête cette clandestinité qui regroupe les plus courageux de ceux qui étaient, au temps de sa légalité, militants ou parfois simples membres du syndicat. Beaucoup d'entre ces militants - ne serait-ce que parce qu'ils étaient connus et fichés avant le coup d'Etat - sont repérés par la police, qui sait parfaitement qu'ils sont restés actifs. Elle le montre d'ailleurs, par des exhortations régulières, qui par exemple avaient pris, dans un but dissuasif et avec efficacité, une ampleur anormale avant la grève du 10 novembre. Si ces hommes ne sont pas tous arrêtés, c'est pour la simple raison que cela ferait vraiment du monde, et qu'on espère par eux arriver jusqu'aux responsables syndicaux des grandes entreprises - de nouveaux venus qui se cachent derrière ceux qui sont mis en première ligne parce que déjà « brûlés » - puis remonter les filières vers les imprimeries, les directions régionales et la T.K.K. - ferrer donc le gros plomb que le petit poisson.

Les succès policiers

Bien que débordés par la multiplication brutale en 1980 du nombre des personnes à surveiller, les

services de police, auxquels a été adjoint un groupe spécial chargé de s'attaquer aux instances les plus importantes de la clandestinité, marquent des points. Rares sont les semaines où l'agence PAP n'annonce pas des arrestations ou le démantèlement d'une imprimerie ; trois des membres de la T.K.K., qui tous trois y représentaient la région de Wroclaw, ont déjà été arrêtés. Un autre de ses membres, le plus célèbre et le plus recherché, M. Bujak, ancien président de l'organisation régionale varsoviennne du syndicat, n'a récemment échappé que par miracle à la police, qui était par hasard tombée sur lui en procédant à un ratissage de routine dans un pâté d'immeubles. On ne le reconnaît pas, on lui demande d'accompagner pour vérification trois miliciens jusqu'à l'adresse qu'indiquent ses faux papiers. Il obtempère, mais saute en marche de la voiture (il a fait son service militaire dans les commandos), juste avant qu'elle ne s'arrête devant son « domicile » et disparait.

Pour combien de temps encore ? Tôt ou tard, lui et ses amis seront montrés, menottes aux poignets, à la télévision et, tôt ou tard, l'activité de la clandestinité refluera sous les coups. Seulement voilà, ce n'est toujours pas le cas au bout de dix-sept mois d'état de guerre, et ce moment venu au bout d'un temps de latence, d'autres hommes prendront la relève, (cela s'était déjà passé très vite, malgré la violence du choc psychologique, après le 13 décembre). Pour véritablement venir à bout d'une clandestinité, qui même durablement privée de dirigeants continuerait d'exister en noyaux atomisés, le pouvoir ne peut faire que deux choses : ou bien - une perspective qui ne paraît pas à l'ordre du jour - l'ameiner à sortir de « sous terre », comme on dit, en ouvrant un dialogue avec M. Walesa ; ou bien l'isoler en convainquant la majorité silencieuse que s'ouvrent de nouveaux horizons d'« entente nationale » à la Pologne.

Gagner du temps

Cela, le pouvoir, le martèle sur tous les tons, chaque jour, à l'intention de ces onze millions d'anciens membres de Solidarité, mais aussi des syndicats autonomes et de syndicats « de branche » - eux aussi mis hors la loi - qui refusent toujours d'adhérer à ces nouveaux syndicats qui n'ont recruté, eux, que deux millions de personnes. On croit parfois même discerner chez certains dirigeants, qui sont sans doute tout de même intimement convaincus de la nécessité d'aller vers des réformes politiques, une véritable indignation, de n'être ni crus ni crédités de leur bonne foi. L'ennui pour

Une radio trop audible pour être vraie

Quelques tracts lancés le vendredi 29 avril à Varsovie avaient annoncé pour 19 h 30 une nouvelle émission de Radio-Solidarité. La veille un brouillage avait eu raison des émetteurs clandestins. A l'heure dite, après l'indicatif, on entend : « Amis et habitants de Varsovie, ici Radio-Solidarité. Le pouvoir qui se dit populaire a montré son vrai visage (...). » On apprend que « des hordes de la police secrète » ont été lancées sur la capitale, qu'il y a des perquisitions massives, des arrestations et des menaces de représailles personnelles en cas de participation aux manifestations syndicales du 1er mai.

Ce n'est pas faux : depuis vendredi matin, la milice, dans un but d'intimidation, parade dans les rues de plusieurs grandes villes et on signale de nombreuses interpellations préventives. A Gdansk, les collaborateurs les plus proches de M. Walesa sont convoqués et reconvoqués dans les commissariats. Aussi de nombreuses personnalités varsoviennes du

syndicat ont préféré aller passer le week-end à la campagne.

Déjà quarante-cinq secondes d'émission parfaitement audible. Aucun brouillage. Etonnant : la clandestinité réussit une prouesse. La voilà même qui narque la police : « Nous sommes déjà au courant des préparatifs des Zomos (1) et des ordres qu'ils ont reçus. Nous savons de quoi ils sont capables. Nous ne voulons pas de victimes à la veille de la visite du pape (...). » Tiens ! « (...) Nous avons décidé de changer la forme des manifestations (...). Restons à la maison. » Ah ! « Nous devons être disciplinés afin de ne pas décevoir des millions de nos compatriotes (...), car, de toute façon, Solidarité vaincra. »

Faut-il les croire ? Après tout, ces hommes qui réussissent à émettre trois minutes durant sans brouillage doivent être bien informés. Trop bien même, mais un peu maladroits : l'audition était vraiment trop nette.

(1) Unités motorisées de la milice chargées de la répression des manifestations.

eux, et pour la Pologne surtout, est qu'ils ne paraissent comprendre ni la maturité et la force de l'aspiration démocratique ni le discrédit durable qui entoure désormais tout homme de l'establishment, si « libéral » qu'il ait été « avant la guerre », c'est-à-dire avant l'état de guerre.

Par peur de remettre le doigt dans l'engrenage des concessions, par crainte des réactions de l'appareil sur lequel elle s'appuie, l'équipe au pouvoir n'a jusqu'à maintenant été capable de proposer au pays, à la place de Solidarité, qu'un Mouvement patriotique de renaissance nationale (PRON), censé représenter l'ensemble des courants du pays - pourvu qu'ils acceptent, bien sûr, les principes du socialisme. Son impact paraît moins probant encore que celui des nouveaux syndicats ; ce qui n'est guère, alors qu'inquiète la crise économique et que la Diète vient de déposer, jeudi 28 avril, un nouveau train de dures mesures d'austérité. Au fond, dans ces conditions, la seule chose qui compte pour le pouvoir est le temps, ce temps qui dure pourtant, sans apporter la « normalisation » souhaitée.

Une scène encore, pour mieux comprendre. Elle se déroule dans le courant du premier trimestre dans la région de Kielce. M. Walesa s'est rendu dans un gros bourg pour y passer chez des parents de courtes vacances en famille. Dès la veille de son arrivée, d'importantes forces de l'ordre ont sillonné les alentours en guise d'avertissement à la population. Cela n'empêche pas que l'accueil soit triomphal, que tout un chacun soit dans les rues, essaie d'observer, de lui parler, de l'approcher. Des amis de la période légale du syndicat arrivent de Varsovie pour voir leur président. En route, ils sont contrôlés à plusieurs reprises, mais pas arrêtés. Sous les micros, bien sûr, on échange des souvenirs de détention et des impressions d'hommes fraîchement revenus à la liberté.

Et puis M. Walesa, de son propre chef, commence à demander qu'on l'excuse d'avoir écrit à la mi-novembre la fameuse lettre à la réception de laquelle les autorités l'avaient fait libérer. « J'ai fait une erreur », dit-il, en expliquant qu'il regrette le trouble qui a ainsi pu être semé dans les rangs du syndicat, qu'il regrette aussi d'avoir été libéré avant la plupart de ses camarades. « Mais, dit-il, j'avais appris par la télévision la rencontre entre le primat et le général Jaruzelski (celle à laquelle Mgr Glemp et le premier secrétaire avaient annoncé pour la première fois la visite du pape et signé un communiqué commun condamnant la grève à laquelle avaient appelé, pour le surlendemain 6 novembre, les dirigeants clandestins de Solidarité). Je n'avais plus aucune nouvelle, depuis plus de quinze jours, du monde extérieur. Je savais que quelque chose se tramait et je voulais intervenir... » (Curieuse déjà à l'époque cette crainte si vive d'un tête-à-tête Eglise-Etat dont serait exclu Solidarité, cette même crainte qui l'a poussé, il y a vingt jours, à aller rencontrer secrètement les dirigeants clandestins de Solidarité pour réaffirmer spectaculairement l'existence du syndicat.)

En vérité, ses interlocuteurs ne comprennent pas du tout cette autocritique : eux ils ont trouvé la manœuvre tout à fait habile, ils ont été ravis qu'à sa faveur leur président ait été libéré. Comme le pouvoir, les militants de Solidarité pensent que le temps joue pour eux et que, tôt ou tard, l'adversaire sera obligé d'accepter l'idée d'un compromis. Peut-être ont-ils raison. Ou est-ce le pouvoir ? Ce qui est sûr, en tout cas, c'est qu'il faudra longtemps avant que l'une des parties ne parvienne à la conviction que l'autre avait eu raison.

BERNARD GUETTA.